

Les transformations dans les rapports entre villes et campagne en Afrique sub-Saharienne et leur impact sur les modes de vie

Ce dossier s'inspire des conclusions des études de cas menées entre 1997 et 2001 au Mali, au Nigéria et en Tanzanie. Il existe un résumé de chaque étude de cas dans les documents d'information 1 à 5 dans la présente série, le texte complet des rapports étant disponible dans la série des documents de travail sur les interactions entre milieux rural et urbain et les stratégies de survie, disponibles sur www.iied.org. Adresse de l'auteur : Cecilia.Tacoli@iied.org

Antécédents

Du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation et de la baisse des rendements de l'agriculture paysanne, les interactions et les liens entre milieux rural et urbain jouent un rôle de plus en plus important dans les économies locales et dans la subsistance de beaucoup de gens. Les tendances des flux de personnes, de biens, d'argent et d'information, ainsi que la diversification des activités économiques, reflètent un processus dynamique de transformation économique, sociale et culturelle qu'il importe de mieux comprendre, d'autant plus quand il s'agit d'élaborer des politiques visant à réduire la pauvreté et appuyer le rôle positif joué par les centres urbains dans le développement des régions environnantes.

Pendant les deux dernières décennies, la crise et la réforme économiques ont touché les populations africaines à la fois rurales et urbaines. La production paysanne a subi l'effet négatif d'une hausse du coût des intrants agricoles et des biens de consommation plus rapide que celle du prix des produits agricoles, autrement dit l'effet d'étau. Compte tenu de cette conjoncture défavorable, les petits producteurs ont du mal à soutenir la concurrence sur les marchés nationaux et internationaux. Les revenus en zone urbaine ont chuté suite au dégraissage de la fonction publique et aux restrictions salariales, touchant à la fois les travailleurs du secteur formel et les activités du secteur informel qui comptent essentiellement sur la demande de ces derniers. Les augmentations du prix des produits alimentaires et des services, associées à la réduction des dépenses publiques - notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation - et des dépenses infrastructurelles, pèsent surtout sur les groupes économiquement faibles. On a donc assisté à une évolution des stratégies de survie, qui s'est traduite essentiellement par une plus forte mobilité, accompagnée de relations sociales et économiques étroites avec les zones d'origine, et par une multiplication des activités économiques, surtout parmi les jeunes générations.

Les divergences sur le plan socio-économique, politique, culturel, historique et géographique, à la fois entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, conditionnent l'envergure et la nature des liens entre les villes et la campagne. Compte tenu de cela, nous ne cherchons pas ici à brosser un tableau complet des interactions entre milieux

International Institute for Environment and Development (IIED)

3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, United Kingdom

Tel: (44) 020 7388 2117

Email: urban@iied.org

Website: www.iied.org

rural et urbain en Afrique subsaharienne, mais plutôt à signaler les principaux facteurs qui sous-tendent les transformations actuelles dans ce domaine, en nous basant sur les résultats des recherches menées dans des contextes assez divers (Mali, Nigéria, Tanzanie). Citons parmi les aspects clefs :

- L'accès à la terre et les droits fonciers : dans de nombreux pays africains, on constate la coexistence et souvent la superposition du système foncier moderne, régi par les textes législatifs, et du système coutumier, notamment dans les zones peri-urbaines, où les transactions sur le marché formel et informel de la terre sont de plus en plus fréquentes, limitant souvent l'accès des groupes économiquement faibles ;
- Les systèmes de production agricole et l'accès aux marchés : l'agriculture représente toujours l'activité principale de la plupart des populations rurales africaines, mais a subi des transformations considérables suite aux réformes économiques des deux dernières décennies, notamment le déclin et, dans certains cas, la disparition des sociétés de commercialisation étatiques et des systèmes de subvention qui y étaient associés ;
- La diversification des revenus et des activités : l'emploi non-agricole en milieu rural et les activités agricoles des citadins représentent un élément de plus en plus important des stratégies de survie. La multiplication des activités économiques renforce la résistance des ménages et des individus face aux chocs et au stress et permet de stabiliser des revenus susceptibles autrement de connaître des variations saisonnières importantes. Pour les ménages plus aisés, la diversification en tant qu'investissement trans-sectoriel peut être qualifiée de stratégie d'accumulation ;
- La migration : les grands mouvements de populations sont depuis longtemps courants dans de nombreuses régions d'Afrique. Il convient de noter surtout l'évolution de la structure des flux migratoires et de la mobilité, le rôle des envois de fonds des travailleurs migrants, les réseaux qui relient les résidents des zones rurales et urbaines ;
- La décentralisation : dans de nombreux pays africains, ce processus se poursuit depuis les années 1980. S'il est bien trop tôt pour évaluer son impact, elle a certainement entraîné une évolution considérable du rôle et des responsabilités des administrations locales et touche, dans la plupart des cas, les zones à la fois urbaines et rurales.

La prise en considération des interactions entre milieux rural et urbain passe par l'étude des modifications des stratégies de survie et des facteurs qui expliquent ces modifications, facteurs susceptibles de varier en fonction du site d'installation, de la richesse, du sexe, de la génération et de l'ethnicité. Ces éléments conditionnent, à leur tour, l'accès aux facteurs de production, notamment les ressources naturelles (la terre, l'eau,...) ; la main-d'oeuvre et le capital humain (éducation, compétences, santé), importants pour les activités à la fois agricoles et non-agricoles ; le capital financier, y compris l'accès au crédit ; et les infrastructures, y compris les routes, les moyens de transport et les marchés. Dans le contexte des liens entre milieux rural et urbain, les réseaux de migrants et les relations sociales entre producteurs et commerçants comptent parmi les biens « sociaux » qui sont d'une grande importance parce qu'ils conditionnent souvent l'accès aux biens physiques. On a également intérêt à comprendre la dynamique intrafamiliale et les relations à la fois entre les sexes et entre

les générations, souvent révélatrices des processus de transformation sociale et culturelle.

Les systèmes agricoles et l'expansion urbaine

La demande des consommateurs urbains pour les produits maraîchers de grande valeur peut stimuler la production par les paysans mais, dans le même temps, l'expansion des centres urbains entraîne souvent une compétition pour accéder aux ressources naturelles indispensables telles que la terre et l'eau. La disponibilité de main-d'oeuvre, l'accès au crédit et à d'autres ressources financières, l'accès aux marchés sont autant d'autres éléments clefs des systèmes agricoles.

Les problèmes d'accès aux terres agricoles et à l'eau

- La pression démographique explique en grande partie les pénuries de terre. Néanmoins, même lorsque des terres sont disponibles, elles sont souvent situées assez loin des sites d'installation. L'insuffisance de l'infrastructure de transport risque d'entraîner des coûts d'opportunité élevés (transport des récoltes, temps de travail des agriculteurs), qui peuvent représenter une contrainte considérable, notamment pour les ménages économiquement faibles et ceux qui manquent de main-d'oeuvre ;
- Dans de nombreux cas, l'accès à la terre est limité par les systèmes d'héritage qui excluent les femmes et les migrants. Les droits délégués (métayage, location, emprunt de terres) sont importants pour les ménages et les personnes sans terre, mais tendent à disparaître à cause de l'augmentation de la valeur de la terre ;
- Les transactions sur le marché formel et informel du foncier ont facilité l'accès des jeunes générations et des femmes, mais seulement dans le cas des groupes plus aisés et souvent basés en ville qui ont tendance à prendre la place des paysans sous-capitalisés ;
- La concurrence s'intensifie entre l'utilisation agricole des ressources naturelles et les besoins urbains (usage à des fins domestiques ou industrielles, décharge des déchets), d'où des conflits latents entre les populations rurales et urbaines. Les groupes économiquement faibles sont plus durement touchés par la pénurie de terres agricoles, par l'accès limité à l'eau potable dans les quartiers urbains, mais les responsabilités en matière de gestion des ressources naturelles ne sont pas claires, d'autant plus que l'impact de l'utilisation urbaine dépasse le cadre municipal.

La disponibilité de main-d'oeuvre

- Les citoyens qui investissent dans l'agriculture commerciale ne disposent généralement pas de temps ou de main-d'oeuvre familiale, d'où une augmentation de la demande de main-d'oeuvre agricole salariée, notamment dans les zones péri-urbaines. Si les paysans ont ainsi davantage de possibilités d'emploi, c'est souvent au prix de délaisser leurs propres cultures ;
- Les tensions au sein des ménages concernant la prise de décisions agricoles et le contrôle des ressources aboutissent souvent à l'abandon, par les jeunes générations, du travail non-rémunéré sur les parcelles familiales en faveur des emplois non-agricoles. Selon l'étude de cas menée dans le nord de la Tanzanie,

entre 30 et 46 pour cent des ménages comptent désormais sur la main-d'oeuvre salariée pour cultiver les terres familiales et s'occuper du bétail ;

- Dans le centre du Mali, les maraîchers sous-capitalisés embauchent des migrants comme main-d'oeuvre en échange de droits délégués à la terre. Ils y parviennent grâce à la proximité des marchés urbains et à la rentabilité de la production. L'arrangement est avantageux à la fois pour les propriétaires de terres et pour les migrants. Néanmoins, les droits délégués ne présentent aucune sécurité foncière et risquent d'être affaiblis par l'expansion urbaine et l'augmentation connexe de la valeur de la terre.

Le crédit et les ressources financières

- On constate une réduction de l'accès aux systèmes officiels de crédit dans les trois pays étudiés, du fait d'une mauvaise gestion et de la libéralisation : n'ayant plus de revenus sûrs, les coopératives de producteurs hésitent à octroyer des subventions ou des crédits. L'absence de crédit officiel représente, selon les paysans, l'une des principales entraves à la production ;
- Les fonds envoyés par les membres du ménage travaillant ailleurs représentent une source clef d'argent mais, compte tenu des besoins monétaires croissants (frais d'éducation et de santé, achat de biens de consommation), sont rarement consacrés aux investissements agricoles ;
- Certaines ONG gèrent des systèmes de crédit dont l'impact est pourtant limité et localisé. Dans de nombreux cas, l'administration locale manque de fonds et n'a qu'un accès limité au crédit : dans le sud de la Tanzanie, la nécessité de payer comptant les services publics locaux (location de tracteurs,...) les rend inaccessibles aux agriculteurs économiquement faibles.

L'accès aux marchés

- La faiblesse des infrastructures physiques représente une contrainte importante dans certaines zones, touchant surtout les paysans. Dans le sud de la Tanzanie, la production agricole destinée à l'exportation se ressent du manque de routes et de moyens de transport ; les petits producteurs ne sont guère en mesure de payer le transport jusqu'aux coopératives paysannes dans les centres désignés - seuls points d'achat officiels pour les exportateurs. Ils doivent donc compter sur les intermédiaires qui se rendent dans les villages et offrent des prix inférieurs ;
- Dans la plupart des zones, les informations disponibles sur les mécanismes du marché, y compris la fixation et les fluctuations des prix, sont insuffisantes. A défaut, les producteurs ont souvent tendance à prendre leurs décisions en fonction des coûts de production. Etant donné que ces coûts sont généralement plus faibles quand l'offre est importante, on assiste parfois à une sur-production ou une saturation des marchés, d'où une baisse des prix ;
- Les relations sociales entre producteurs et commerçants peuvent revêtir différentes formes et sont en large mesure fonction de la nature des produits et de la distance entre les marchés et les zones de production. Le commerce extérieur et régional est dominé par les grands opérateurs bien capitalisés, qui préfèrent normalement traiter avec des exploitations commerciales. Les petits commerçants, souvent des femmes, dont les opérations sont très localisées et qui ont affaire aux petits producteurs sans accès au crédit officiel, sont des acteurs clefs dans un système de crédit informel impliquant les producteurs et,

dans de nombreux cas, les petits détaillants en zone urbaine. Ce système peut être avantageux pour l'ensemble des parties s'il est fondé sur des relations sociales, comme les réseaux de parenté ou ethniques, qui empêchent l'exploitation des acteurs les plus vulnérables de la filière. Associé essentiellement aux réseaux limités où les quantités échangées sont plutôt faibles, ce système manque de liquidité, ce qui l'expose au risque de chocs et de stress externes, tels que la perte de produits périssables à cause de l'insuffisance ou l'inefficacité des structures de stockage, de traitement et de transformation ;

- Les maraîchers et les producteurs de produits frais ne sont pas touchés par la compétition des produits importés qui, néanmoins, représentent une contrainte considérable dans le cas des produits transformés : huile végétale en Tanzanie, produits des tisserands traditionnels dans le sud-est du Nigéria.

La diversification des activités économiques et la mobilité

Les niveaux de diversification sont particulièrement élevés parmi les jeunes générations, ce qui témoigne du caractère dynamique du phénomène. D'après la théorie classique du développement régional, l'expansion des emplois non-agricoles en zone rurale serait le résultat du «cercle vertueux» du développement rural-urbain et la conséquence de la croissance agricole. Néanmoins, dans tous les cas étudiés, l'agriculture paysanne subit l'impact négatif des pénuries de terre, de l'accès limité au crédit et des marchés qui n'ont rien de parfait. Parallèlement à ces facteurs de rejet, il existe plusieurs facteurs d'attraction, notamment les nouvelles possibilités d'emploi non-agricole créées, entre autres, par la libéralisation du commerce intérieur en Tanzanie, le développement ou la réinstallation des industries manufacturières dans les zones péri-urbaines dans le sud-est du Nigéria, l'expansion urbaine et la demande de main-d'oeuvre qu'elle stimule dans le secteur des services au Mali. La diversification s'associe souvent à la mobilité et ses modalités varient en fonction du site d'installation, de la richesse des ménages, du sexe et de la génération.

La richesse des ménages et les sites d'installation

- Les habitants des zones rurales sont nombreux à exercer des activités non-agricoles et, ce qui est peut-être plus étonnant, l'agriculture représente une activité économique importante pour une proportion relativement élevée des citadins. En ville comme en campagne, l'agriculture représente l'activité principale des ménages à faibles revenus. Néanmoins, quand on prend en considération les activités secondaires et tertiaires, les groupes plus aisés dans les zones à la fois urbaines et rurales ont des intérêts agricoles importants, pour l'auto-consommation et/ou pour la vente. De ce fait, l'agriculture étant un élément important des stratégies de diversification des revenus de l'ensemble des groupes, il convient de veiller à ce que les groupes économiquement faibles et vulnérables ne soient pas privés d'accès aux facteurs de production, en dépit du déclin de l'agriculture en tant que source de revenus et activité primaire ;
- Le transport est indispensable pour que les travailleurs économiquement faibles, souvent non-qualifiés, puissent accéder à l'emploi comme domestiques ou dans le secteur commercial là où il existe une demande de la part des consommateurs et employeurs plus aisés. Dans les zones isolées, les activités non-agricoles telles que le petit commerce itinérant sont limitées par les faibles revenus qui réduisent la demande ;

- Les possibilités d'emploi non-agricole dans les petites et moyennes entreprises manufacturières et les chantiers sont concentrées dans les zones péri-urbaines ; néanmoins, ces activités ont souvent un impact sur l'accès aux facteurs de production agricole que sont l'eau et la terre. Par ailleurs, elles réduisent les possibilités pour les groupes économiquement faibles de diversifier leurs sources de revenus tout en gardant un pied dans l'agriculture.

Le genre et la génération

- La division traditionnelle du travail entre hommes et femmes conditionne l'impact des opportunités et des contraintes que suppose l'expansion urbaine dans les zones péri-urbaines. Au Mali, les activités économiques des hommes sont limitées par l'accès réduit aux terres agricoles et la réduction des effectifs des usines urbaines et péri-urbaines. Les femmes, qui ont traditionnellement un accès limité aux terres agricoles et qui dominent le petit commerce, tirent profit de la demande croissante pour les produits maraîchers et de leur statut d'intermédiaires entre les producteurs ruraux et les marchés urbains ;
- Les activités multiples sont surtout caractéristiques des jeunes générations. Ceci s'explique en partie par les nouvelles possibilités d'emploi non-agricole et en partie par les contraintes de l'agriculture familiale traditionnelle, notamment les faibles rendements économiques et le travail non-rémunéré que les jeunes sont tenus d'effectuer sans pouvoir influencer la prise de décisions et, dans le cas des jeunes femmes, les possibilités limitées d'hériter des terres.

L'exode, les envois de fonds et les réseaux sociaux à distance

Sur le plan historique, la migration a été parmi les facteurs clefs influençant la configuration de l'habitat et les moyens d'existence des ménages en Afrique, tandis qu'elle a créé une interaction cruciale à la fois entre l'habitat urbain et rural et entre les différents sites ruraux. Il importe surtout d'étudier l'évolution des destinations, de la composition et des types de flux migratoires, le rôle joué dans les zones d'origine d'une part par les envois de fonds des migrants et, d'autre part, par les réseaux sociaux reliant les migrants à ces zones.

Destinations, composition et types de flux migratoire

- Entre 50 et 80 pour cent des ménages ruraux, quel que soit leur niveau de richesse, ont au moins un membre travaillant ailleurs. En effet, si ce sont surtout les considérations économiques qui poussent à l'exode, celles-ci rejoignent les attentes socio-culturelles : élargir son expérience et, pour les jeunes, échapper aux obligations et au contrôle exercé par les aînés ;
- Les jeunes hommes continuent de représenter la majorité des migrants, mais on a vu ces dernières années de plus en plus de femmes célibataires se déplacer de leur propre chef. Cette migration commence à devenir socialement acceptable, pourvu que les femmes contribuent à l'entretien du ménage grâce aux envois de fonds ;
- Chez les hommes aussi bien que les femmes, il est de plus en plus fréquent de choisir des destinations lointaines, à cause du transport devenu moins cher, des grands réseaux de migrants et de la demande dans les pays de destination. Pour les jeunes femmes, l'emploi dans les centres de tourisme international et

plus généralement dans l'industrie du loisir (bars, clubs,...) fait l'objet d'une grande stigmatisation sociale ; la distance permet de sauvegarder leur réputation et celle de leur famille. En règle générale, les migrants qui se dirigent vers les destinations plus distantes s'absentent pendant de longues périodes et ne sont pas en mesure de rentrer pour la campagne agricole, aggravant ainsi les pénuries de main-d'oeuvre dans les zones d'origine.

- Si la migration de retour est susceptible d'apporter des ressources financières et des compétences nouvelles à l'économie locale, elle est généralement peu importante et varie selon les zones en fonction de plusieurs facteurs différents. Premièrement, les chances pour les migrants d'accumuler du capital et du savoir-faire dépendent en large mesure de leur niveau d'instruction et des revenus qu'ils sont en mesure de gagner pendant leur absence. Les infrastructures et opportunités existantes dans les zones d'origine constituent un deuxième élément décisif : les migrants sont beaucoup plus nombreux à regagner des sites où les routes et les réseaux de transport sont en bon état, où il existe des possibilités d'emploi non-agricole sur place ou à proximité (permettant des déplacements quotidiens), ce qui n'est pas le cas des sites isolés. Troisièmement, l'accès à la terre et d'autres ressources locales favorise l'investissement tout en offrant un filet de sécurité pour les migrants. Ce facteur est important à la fois pour les hommes et pour les femmes, mais celles-ci n'ont généralement pas le droit d'hériter des terres et seule une minorité peut se permettre d'acheter.

Les envois de fonds et les réseaux sociaux

- L'envoi de fonds est considéré à la fois comme obligation morale et comme moyen de préserver ses droits relatifs aux ressources dans la zone d'origine. Néanmoins, les montants envoyés sont en baisse depuis quinze ans, en dépit du fait que cette source d'argent est devenue en même temps de plus en plus importante pour les ménages ruraux. Ceci s'explique souvent par une plus grande insécurité de l'emploi et par l'augmentation du coût de la vie dans les zones urbaines. Les migrants non-qualifiés ayant un faible niveau d'instruction ont souvent comme seule possibilité d'emploi le secteur informel déjà saturé dans les villes et les montants qu'ils envoient sont parmi les plus faibles ;
- Malgré la réduction du soutien financier apporté, les liens sociaux sont tout aussi forts et on s'attend à ce que les migrants regagnent leur zone d'origine pour des cérémonies et des fêtes particulières. Le non-respect de cette obligation constitue un «crime social» dans certaines zones ;
- Compte tenu de ces interactions, les réseaux de migrants ont pour fonction importante de faciliter la migration et canaliser les ressources vers la communauté d'origine dans son ensemble. A titre d'exemple, ils organisent la collecte de fonds pour la construction d'équipements publics (écoles, points d'eau,...). Dans le sud-est du Nigéria, la contribution des associations de migrants au développement infrastructurel dans les villages et les petites villes devance, dans certains cas, celle de l'investissement public, mais leur rôle dans le soutien du développement socio-économique local est rarement reconnu, encore moins encouragé par des politiques adaptées.

Le rôle des centres urbains dans le développement des régions environnantes

Les systèmes d'administration et le dispositif institutionnel au niveau local ont pour fonction importante de définir la nature des relations entre les centres urbains et les régions environnantes, fonction qu'il convient toutefois de situer dans le contexte plus large des changements fondamentaux des structures sociales et économiques aux niveaux national et supranational. Les processus de décentralisation en cours dans plusieurs pays africains reflètent non seulement la volonté de créer un système plus transparent qui soit plus à même de répondre aux besoins et aux priorités des populations locales, mais aussi la compression des budgets nationaux et le transfert de certains coûts et responsabilités du gouvernement central. Une meilleure synergie entre les autorités locales, les ONG, la société civile locale et les acteurs du secteur privé permettrait de soutenir les aspects positifs des interactions entre milieux rural et urbain tout en réduisant les impacts négatifs.

Les processus de décentralisation

- Il convient de mieux définir le soutien accordé par le gouvernement central à l'administration locale. Des efforts considérables s'imposent pour améliorer la capacité des institutions locales à assurer leurs nouvelles fonctions qui, en Tanzanie, comportent l'identification des besoins, la planification, l'établissement de budgets et la mise en oeuvre en collaboration avec d'autres institutions. Il est quand même peu réaliste, dans des zones dépourvues de ressources, de supposer que l'administration locale pourra assumer à elle seule la responsabilité de construire et d'entretenir les infrastructures indispensables (routière, transport,...) dont l'absence bloque le développement régional ;
- Les relations entre les élus locaux et les autorités traditionnelles sont parfois d'une importance décisive dans les zones péri-urbaines, notamment lorsqu'il existe des tensions entre les systèmes fonciers moderne (régé par les textes législatifs) et traditionnel (régé par le droit coutumier). Les possibilités de conflit sont d'autant plus importantes dans des zones où le degré de cohésion sociale et politique est faible, témoignant du fait que, dans de nombreux cas, le nouveau découpage administratif ne reflète pas la réalité sociale, économique et politique ;
- Il importe de mettre au point des mécanismes de négociation et de collaboration entre les unités urbaines, péri-urbaines ou rurales de l'administration locale afin de faire face aux tensions que suscite la compétition en matière d'utilisation et de gestion des ressources naturelles, source de plus en plus courante de conflits latents ou ouverts.

La prestation de services

- Suite aux réformes économiques des années 1980, la réduction des dépenses publiques consacrées aux services essentiels (santé, éducation) et aux infrastructures (approvisionnement en eau) a été accompagnée de l'introduction de redevances d'utilisation. Dans de nombreux pays africains, les bailleurs de fonds internationaux, les églises et les ONG ont pris la suite dans la prestation de services et ont tendance à mettre l'accent sur les zones rurales, en supposant que la pauvreté y est concentrée. Par conséquent, les résidents des quartiers urbains à faible revenu ont souvent moins d'accès que les résidents

ruraux aux services et aux équipements. Le ciblage des groupes économiquement faibles serait plus efficace dans le cadre d'une approche plus large couvrant les zones à la fois rurales et urbaines ;

- Les associations de migrants peuvent jouer un rôle important dans le financement des initiatives au niveau des communautés, comme elles l'ont fait dans le sud-est du Nigéria. Une meilleure synergie entre ces acteurs souvent oubliés de la société civile et le secteur public permettrait d'améliorer le développement infrastructurel ;
- Le transport est un service clef en voie de changement. Seul le Nigéria prévoit des subventions de la part de l'Etat et du gouvernement local. Au Mali et en Tanzanie, les frais de transport élevés font partie, conjointement avec l'insuffisance des infrastructures de transformation et de stockage, des goulets d'étranglement identifiés par les populations rurales. Les produits transformés sur place sont ainsi plus exposés à la compétition des exportations moins chères. L'administration locale pourrait élaborer un cadre réglementaire et prévoir des mesures d'incitation pour les investisseurs du secteur privé dans ces domaines, mais là aussi il faudrait renforcer ses capacités et sa légitimité.

Les questions de fond

Qu'elle soit le résultat de la vulnérabilité accrue ou la conséquence de nouvelles opportunités - ou plus probablement les deux - la complexité spatiale et professionnelle croissante des moyens d'existence en Afrique doit être reconnue. L'action doit viser surtout à faciliter l'accès aux facteurs de production en vue d'élargir la gamme des options de subsistance, au lieu de supposer que les ménages sont homogènes sur le plan spatial et que les individus s'engagent dans un seul type d'activité.

Par ailleurs, les variations aussi bien de la nature et de l'envergure des interactions entre milieux rural et urbain que des stratégies de survie, à la fois entre les différentes zones et à l'intérieur de celles-ci, soulignent l'importance d'adapter les politiques, d'une part aux réalités locales et, d'autre part, aux besoins et aux priorités spécifiques des différents groupes, en particulier les groupes pauvres et vulnérables.

De plus, certains facteurs de production, y compris les ressources naturelles, ont une importance particulière pour les groupes économiquement faibles et vulnérables, puisque l'agriculture continue de représenter un élément clef d'une gamme diversifiée de sources de revenu. L'éducation, les compétences et le savoir-faire, conditions d'accès aux emplois non-agricoles, sur place ou ailleurs, rentrent dans cette catégorie, tout comme le crédit qui représente un goulet d'étranglement majeur pour les agriculteurs. Il convient de soutenir le système de crédit géré par les petits commerçants dans le cadre des réseaux sociaux, grâce à la réduction des risques associés à l'insuffisance des infrastructures de transport, de stockage et de transformation, qui affectent toute la filière, y compris les producteurs et les consommateurs.

Tandis que les autorités locales auront à jouer un rôle de plus en plus important dans la régulation, la planification et la mise en oeuvre, une meilleure synergie avec d'autres acteurs, des bailleurs de fonds internationaux jusqu'aux associations locales, y compris les associations de migrants et les acteurs du secteur public, ne manquerait pas de renforcer les liens positifs entre les centres urbains et les régions environnantes. Ceci est tout aussi important pour la prestation de services que pour le développement économique local.